

Entretien

Nicaragua : « Non à l'ingérence étrangère. Seul le peuple sauvera le peuple »

vendredi 28 décembre 2018, par [BALTODANO Mónica](#), [KOROL Claudia](#) (Date de rédaction antérieure : 26 décembre 2018).

Voici le deuxième d'une série d'entretiens avec des femmes qui, ayant participé à la révolution sandiniste, montrent aujourd'hui de quelle manière elle fut déviée par l'ortéguisme. Un dialogue avec Mónica Baltodano, présidente de l'une des organisations non-gouvernementales - la fondation Popol Na - fermées récemment et dont les biens furent confisqués par l'Etat.

« *Les commandantes.*

Derrière, un abîme. Devant et sur les côtés, le peuple armé à l'attaque. Dans la ville de Granada, ultime forteresse de la dictature, la caserne La Pólvara est sur le point de tomber. Quand le colonel apprend la fuite de Somoza, il ordonne de cesser le feu des mitrailleuses. Les sandinistes cessent eux aussi de tirer. A ce moment, le portail de fer de la caserne s'ouvre et le colonel apparaît en agitant un drapeau blanc. - Ne tirez pas ! Le colonel traverse la rue. - Je veux parler au commandant. Le foulard qui couvre le visage tombe : - La commandante, c'est moi, dit Mónica Baltodano, une des femmes sandinistes dirigeant une unité. - Comment, comment ? - Par la bouche du colonel, mâle arrogant, parle l'institution militaire, vaincue mais digne, la virilité du pantalon, l'honneur de l'uniforme : - Je ne me rends pas à une femme !, rugit le colonel. Et il se rend »

(Eduardo Galeano, *Mémoires du feu*. Paris, Plon, 1985-1988. 3 vol.)

Mónica Baltodano [1] commença à militer, à l'âge de 15 ans, dans le mouvement étudiant et dans l'organisation des quartiers marginalisés. Elle appartenait aux groupes de jeunes inspirés par la théologie de la libération. En 1972, elle rejoint le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et s'implique d'abord dans les tâches organisationnelles des mouvements populaires, puis passe à la clandestinité en 1974, à l'âge de 20 ans. Capturée et torturée en 1977, elle fut incarcérée jusqu'en 1978. Ayant retrouvé la liberté, elle fit partie de l'état-major du FSLN dans la capitale, qui dirigea l'insurrection de mars 1979, et dirigea ultérieurement les combats lors des prises de Jinotepe et Granada (à laquelle se réfère le récit de Eduardo Galeano). En 1979, elle reçut le grade honorifique de commandante guérillera et, en 1986, l'ordre Carlos Fonseca [ndt : la plus haute distinction décernée par le FSLN].

De 1982 à 1990, elle fut vice-ministre de la présidence. Elle était chargée des processus de renforcement des municipalités nicaraguayennes. En 1990, elle fut élue conseillère municipale à Managua. Lors du congrès du FSLN en 1994, elle intégra la Direction nationale comme responsable à l'organisation. Elle fut députée à l'Assemblée nationale (1997-2002). Elle s'opposa au pacte Alemán-Ortega, qu'elle considérait comme une alliance corrompue. Exclue alors de tous les organes dirigeants du FSLN en raison de ses critiques à la direction, elle se consacra au travail avec les mouvements sociaux. Elle créa le *Movimiento por el Rescate del Sandinismo* (MpRS) et fut à

nouveau élue députée à l'Assemblée nationale. Elle a réalisé une vaste tâche de récupération de la mémoire de la lutte sandiniste [2] (4 livres publiés), afin que celle-ci ne soit pas usurpée par la direction ortéguiste.

Depuis 1990, elle a présidé l'ONG d'éducation populaire *Popol Na*, qui appuie les processus de résistance aux politiques extractivistes. Ricardo Baltodano, frère de Mónica, est l'un des prisonniers politiques du régime Ortega. Sa fille, Mónica López Baltodano - actuelle présidente de *Popol Na* -, fut menacée et dut se réfugier au Costa Rica. *Popol Na* est l'une des ONG fermées et dont les biens furent confisqués par l'Etat.

Claudia Korol - Que signifie le soulèvement de masse en avril de cette année ?

Mónica Baltodano - A mi-avril, une protestation contre la réforme de la sécurité sociale fut le début de la répression la plus brutale contre des manifestants désarmés qu'ai connue le Nicaragua. Face à ces crimes, le peuple s'est soulevé massivement. D'abord les étudiants, ensuite les habitants des quartiers et les paysans. Les foyers de résistance se sont multipliés dans tout le territoire. L'augmentation de la répression suscita celle de la résistance. Début juin, tout le pays était paralysé et la population s'organisait sur les barrages et les barricades.

La réponse violente, la répression menée par des groupes para-militaires ou para-policiers n'a pas immobilisé les gens, elle a provoqué une réaction de plus grande mobilisation. Ce fut particulièrement évident dans le cas des jeunes universitaires, qui jusqu'alors avaient adopté une attitude que les gens jugeaient passive, que d'autres jugeaient conformiste et démobilisée. En réalité, durant longtemps, les étudiants avaient été soumis à des processus de cooptation dans certains cas, d'intimidation dans d'autres cas, et aussi à de fortes pressions. Dans les universités, le gouvernement put contrôler toute la structure des rectorats et les principaux cadres institutionnels. Seuls les recteurs proches du gouvernement pouvaient exercer leur charge, et la même chose se produisait pour la structure du mouvement étudiant.

A cette occasion, la réponse étudiante fut violemment réprimée, y compris avec une quantité d'assassinats qui ne sont pas suffisamment dénombrés. Ce fut un tournant par rapport aux niveaux de répression observés antérieurement. Cela mit en évidence le modèle répressif instauré depuis 2007, lorsque Daniel Ortega est revenu au gouvernement. Mais ce modèle s'installait déjà avant, à partir des structures du parti, contre les mouvements sociaux et particulièrement contre le mouvement des femmes.

Pourquoi le régime d'Ortega a-t-il centré ses attaques sur le mouvement des femmes et sur les féministes ? Parce qu'après la défaite électorale de 1990, le mouvement des femmes fut le seul qui a réussi à se maintenir comme mouvement autonome, parce que les revendications relatives aux droits des femmes avaient été, d'une certaine manière, reléguées à un second plan durant la révolution des années 1980, toujours avec l'argument d'autres tâches prioritaires comme la défense de la révolution contre l'agression armée appuyée par les Etats-Unis. Les femmes ont réussi à obtenir, grâce au mouvement féministe, une autonomie par rapport au parti. Le mouvement féministe a rompu, le premier, le schéma selon lequel les organisations populaires sont pratiquement des satellites du parti. Nous parlons du début des années 1990.

Lorsqu'en 1998, Zoilamérica - la fille de Rosario Murillo, qui porte le nom de Ortega, parce que celui-ci l'adopta légalement - dénonça les abus sexuels d'Ortega, dont elle avait été l'objet depuis l'âge de 11 ans, et des viols répétés depuis qu'elle avait 15 ans, le mouvement féministe et le mouvement des femmes ont pris la défense de Zoilamérica. Ce fut aussi le cas de certaines organisations de défense des droits humains, particulièrement le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH), qui l'a accompagnée dans ce processus. Cela mit le mouvement des femmes

totallement en confrontation avec le couple Ortega-Murillo, parce que dans ce cas Rosario Murillo décida de couvrir Daniel, et ce fut le début de son ascension météorique dans les structures du parti. Avant 1998, Rosario Murillo n'était pas prise en compte, ni dans ces structures - où elle n'avait aucune charge, aucune responsabilité -, ni par le secrétaire général. Mais le fait d'avoir défendu Daniel Ortega contre cette accusation la fit monter sur l'estrade, au côté de Daniel, avec le reste de ses enfants et la confronta frontalement au mouvement féministe et au mouvement des femmes.

Lors du retour d'Ortega au gouvernement, en 2007, le mouvement féministe et les femmes sont devenus l'un des mouvements les plus persécutés par le régime. De quelle manière ? Premièrement, les reculs qu'impliquait juridiquement, par exemple, l'interdiction de l'avortement thérapeutique. En 2006, le Front sandiniste appuya la criminalisation de l'avortement sous toutes ses formes, sans excepter l'avortement thérapeutique. Il le fit pour se concilier les secteurs fondamentalistes de l'Eglise catholique et des Eglises évangéliques. Cela se produisit en pleine campagne électorale, en 2006.

Lors du retour de Daniel Ortega au gouvernement en 2007, comment s'exprime cette persécution contre le mouvement des femmes ?

Par la fermeture des espaces où participaient les femmes comme partenaires de l'Etat. Par exemple, dans le système de lutte contre la violence envers les femmes. Même avec des gouvernements néolibéraux, les femmes avaient obtenu l'instauration d'un modèle spécialisé de justice, où les femmes puissent aller dénoncer la violence et le harcèlement sexuels, sans devoir s'adresser à des policiers hommes. On créa les Commissariats de la femme, avec des policières suivant des cours et des processus permettant à la femme de ne pas être à nouveau culpabilisée, lorsqu'elle venait dénoncer une agression ou un viol, etc. Nous avons conquis tout ce système grâce à la lutte des organisations de femmes, en obtenant des lois et des normes, en affrontant les gouvernements en place, tous considérés comme de droite. Quand arrive le gouvernement Ortega - pour beaucoup un gouvernement de gauche -, il ferme les Commissariats de la femme, il poursuit les organisations internationales qui appuyaient les femmes. Une ambassadrice suédoise, très liée aux organisations de femmes et qui collaborait avec une série d'organisations afin d'ouvrir des refuges pour les femmes maltraitées, fut brutalisée. Tout cela fut fermé lorsque Ortega arriva au gouvernement.

Le cas le plus évident de persécution s'est produit en 2008, lorsque les locaux du *Movimiento autónomo de mujeres* (MAM) furent perquisitionnés, tous les ordinateurs et tous les documents comptables de l'organisation furent saisis, sous l'accusation de « blanchissage d'argent », vu que le MAM n'avait pas de personnalité juridique et recevait de l'argent par l'intermédiaire d'autres organisations qui, elles, avaient une personnalité juridique. Ce fut terrible, parce que durant 5 mois, le matériel et les documents du *Movimiento autónomo de mujeres* furent séquestrés, jusqu'à ce que les autorités aient dû admettre la totale fausseté de ces accusations et que les documents soient restitués au MAM. Cela pour clarifier le fait que la répression existait bien avant avril 2018, mais ce qui s'est passé en avril rend la situation beaucoup plus évidente.

Pourquoi attaquer les organisations de défense des droits humains ?

Parce que, hormis l'accompagnement des femmes qui accusent des violeurs et des cas emblématiques comme celui de Zoilamérica, le CENIDH a accompagné, pour prendre cet exemple, une famille qui a formulé une dénonciation connue à l'échelle internationale : le cas d'une jeune fille, Elvia Junieth, engrossée à l'âge de 15 ans par Daniel Ortega. Elle fut séduite par Daniel Ortega et l'enfant issu de ce abus fut inscrit à l'état-civil comme le fils de Néstor Moncada, un assistant d'Ortega, mais la mère et la fille ont commencé à être pratiquement emprisonnées. Alors, son frère, Santos Sebastián Flores, dénonça cette situation dans un média international. A son retour au Nicaragua, il fut arrêté et est emprisonné depuis 6 ans, accusé d'on ne sait quoi. Le CENIDH a aussi

suiwi son cas, comme ceux de nombreux autres cas de violations des droits humains, commis dans les montagnes. Par exemple, le cas de Elea Valle, qui signala l'assassinat de son mari par l'armée. Les enfants furent suivis grâce à leurs téléphones portables et tous furent assassinés : quatre adultes et deux enfants. Des signes de viol ont été trouvés sur sa fille. L'armée ordonna à la communauté de les enterrer dans une fosse commune. Cela s'est produit en octobre 2017. Le CENIDH a documenté tous ces cas.

Lorsque l'insurrection d'avril - une insurrection civique, sans armes - a éclaté, plus de 500 assassinats ont été commis. La persécution contre les organisations de défense des droits humains a pour objectif de faire taire ces dénonciations. L'Association nicaraguayenne pour les droits humains (ANPDH), liée à l'Eglise, a enregistré plus de 500 noms, le CENIDH 325. Il y a certaines différences, parce qu'ils n'ont pas pu agir en coordination avec l'Etat, qui sait réellement ce qui s'est passé, parce que les mairies doivent enregistrer les décès. Le système judiciaire et la médecine légale sont totalement contrôlés par l'Etat. Par conséquent, celui qui peut réellement donner les chiffres et les noms exacts, c'est l'Etat, mais celui-ci refuse de les donner. Donc, toutes les dénonciations ne reflètent que ce qu'ont pu établir les organismes de défense des droits humains.

Lors de la paralysie du pays par les barrages et les barricades, en avril et mai, la seule chose que l'on a pu obtenir, c'est la venue au Nicaragua pour la première fois de la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH). En seulement 5 jours, la CIDH a reçu plus de 3.000 dénonciations de violations des droits humains [Ndr : au terme de cet article, le gouvernement Ortega a ordonné l'expulsion du Nicaragua de la CIDH, un jour avant que celle-ci ne présente son rapport].

Le CENIDH est l'une des organisations les plus indépendantes, les plus actives, avec une digne présidente, jouissant du respect mondial, M^{me} Vilma Nuñez. Voilà la raison de cette persécution. Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement n'a pas réussi à coopter toutes les organisations. Des organisations de femmes se sont inclinées devant l'ortégisme, mais la majorité des organisations féministes continuent d'être une pierre dans le soulier de celui-ci. Et je veux te dire cela, avec force : la majorité des gens qui font face, qui dénoncent, qui crient avec force dans ce pays, ce sont des voix de femmes.

Que se passe-t-il avec les expériences de communication populaire et avec le journalisme indépendant ?

On ferme tous les espaces de communication populaire, un processus qui date de 2007. Cette année, une série de radios qui faisaient du travail populaire furent cooptées par l'argent, la corruption, les annonces, la soumission des équipes. Depuis son arrivée au gouvernement, Daniel Ortega donne chaque année aux journalistes de ces médias des réfrigérateurs, des écrans plats de TV., etc. Mais il reste des médias indépendants. Dans une communauté nommée Bocana de Paiwas, il y a une radio du mouvement des femmes. Ils l'ont fermé. Actuellement, ils ont fermé deux radios communautaires sur le Rio San Juan, avec une emphase particulière sur la défense de l'environnement, à la fermeture de la Fondation Del Rio. Lors des événements d'avril, ils ont fermé une télévision, nommée 100 % Noticias, une télévision pas très importante, du point de vue de ses relais peu nombreux, mais qui avait un grand impact via Internet. Il s'est produit un harcèlement permanent, avec une persécution des journalistes par des coups et des blessures.

Le premier jour de la répression, un média indépendant populaire - qui a un programme nommé Onda Local - fut brutalement réprimé. Deux journalistes furent blessés. L'un d'eux perdit même momentanément la mémoire et il en garde des séquelles encore aujourd'hui. Ce même jour, à Bluefields, le journaliste Angel Gaono fut assassiné et la Radio Dario fut ensuite brûlée. Totalelement. Tous les employés furent brûlés. L'incendie est documenté. Un député, nommé Filiberto Rodríguez,

l'a dirigé. Malheureusement, par négligence, un des incendiaires fut lui-même calciné. Ensuite, Radio Corporación, d'autres médias, 100 % Noticias furent harcelés d'une manière si brutale qu'en une seule semaine, son directeur fut arrêté 14 fois. On l'arrêtait, lorsqu'il sortait de sa maison et quand il y rentrait. Lors d'une de ces arrestations, il fut masqué, on lui enleva les souliers, on l'a pratiquement déshabillé, il fut emmené par une patrouille et masqué, ainsi que menacé d'assassinat. Tous ces médias étaient des espaces de communication populaire.

Maintenant, sont fermées des ONG où nous avons travaillé l'éducation populaire, parce qu'à *Popol Na* la méthodologie de travail est la communication et l'éducation populaires. Nous pouvons assurer que le développement du mouvement paysan contre le canal interocéanique, une concession onéreuse et un bradage de la patrie, fut possible que nous avons visité les communautés. En utilisant la méthodologie de Paulo Freire, les paysans se sont rendus compte de l'impact que cette loi avait dans leurs vies, sur leurs terres, leur eau, leurs rivières, toute leur communauté.

Quelles sont les perspectives de cette crise ?

Ce n'est pas clair. Ortega a utilisé le dialogue national seulement pour gagner du temps et organiser sa contre-offensive. A partir de juin, une armée parallèle de policiers et de groupes paramilitaires munis d'armes de guerre fut lancée contre la population désarmée des barrages et des barricades. Une à une, les villes du pays furent soumises au châtement infernal des cagoulés de Ortega. L'assaut contre les villes fut ensuite poursuivi avec des opérations de nettoyage qui ont semé partout la terreur. Aujourd'hui, nous vivons des opérations permanentes pour rechercher et capturer tout ce qui a participé aux journées ayant débuté en avril et dont la conclusion reste en attente. Une loi anti-terroriste approuvée récemment criminalise tout acte individuel ou collectif de protestation. Ortega est stratégiquement battu : il n'a pas de possibilité pour recomposer les alliances perdues, il ne dispose pas de ressources propres pour résoudre la grave crise économique et il a perdu l'appui populaire. Il est isolé internationalement, mais il paraît décidé à rester en utilisant à fond la répression.

L'Articulation des mouvements sociaux, qui réunit une quantité importante de forces organisées, préconise une politique d'unité nationale pour la démocratie et la justice, permettant de maintenir l'activité de la résistance populaire. Je suis convaincue que seule l'action décidée de notre peuple peut résoudre la crise. Nous sommes contre les ingérences étrangères. Rien ne peut remplacer cette vérité historique que seul le peuple sauve le peuple et les mouvements sociaux du Nicaragua sont confrontés au défi de la matérialiser.

Propos recueillis par Claudia Korol

Traduit du castillan : Hans-Peter Renk

P.-S.

• Texte original paru in : *Marcha : una mirada popular y feminista de la Argentina y del mundo*, 26 décembre 2018 :

<http://www.marcha.org.ar/no-la-injerencia-extranjera-solo-el-pueblo-salva-al-pueblo/>

• Traduit du castillan : Hans-Peter Renk

Notes

[1] Cf. à ce propos le Corrido zapatista a Mónica Baltodano :
<https://www.youtube.com/watch?v=oYFpz9deKv0>

[2] Mónica Baltodano, Memorias de la lucha sandinista. Managua, 2010
(<https://memoriasdelaluchasandinista.org/>)